

**Nations unies - Protection de
personnels médicaux et
humanitaires dans les conflits -
Déclaration de la porte-parole du
ministère de l'Europe et des affaires
étrangères**
(Paris, 31 octobre 2017)

Avec la France, 12 pays lancent une initiative politique pour protéger les personnels médicaux en zones de conflits

Ce matin, en marge du conseil de sécurité des Nations unies sous présidence française, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères M. Jean-Yves Le Drian a réuni les 15 membres du conseil ainsi que d'autres États membres de l'ONU, des représentants des Nations unies, des ONG et le CICR.

Les conflits actuels voient certains belligérants mener de plus en plus souvent une guerre délibérée contre les populations civiles, les personnels humanitaires et les personnels médicaux engagés dans les zones de conflit.

Ces attaques - qui ont provoqué en 2016 la mort de 372 personnes, dont les deux tiers en Syrie - constituent des crimes de guerre et leurs auteurs ne sauraient rester impunis.

Les personnels de santé portent secours aux malades et aux blessés au coeur des zones de guerre au péril de leur propre vie. Leur engagement nous oblige.

À l'issue de cette réunion, 12 États membres ont signé une déclaration politique proposée par la France. Cette déclaration comporte des mesures concrètes afin de renforcer la protection des personnels médicaux dans les zones de conflit, notamment :

- l'examen des législations nationales en matière de protection des personnels et des infrastructures médicales pour tenir compte de cet impératif de protection et assurer un apport de soins impartial et sans entraves à tous les blessés ;

- la nécessité d'enquêter sur les incidents et de les documenter ;

- l'assurance que nos doctrines, nos procédures et pratiques militaires tiennent compte de cet impératif de protection des blessés, des malades et du personnel médical en zones de conflit, et que les bonnes pratiques soient partagées.

La France appelle l'ensemble des États membres des Nations unies à rejoindre cette initiative et à adhérer aux principes agréés ce jour./.